

« 1 cabas pour 1 étudiant », une initiative sociale et solidaire pour répondre à la précarité alimentaire étudiante

GÉRALDINE COLOMBÉ

MOTS-CLÉS : PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE ÉTUDIANTE, PLATEFORME SOLIDAIRE, PARRAINAGE DE PROXIMITÉ, INITIATIVE CITOYENNE, ENGAGEMENT, DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE

Dans un contexte d'augmentation de la précarité alimentaire, étudiante en particulier, de nouvelles formes de solidarité ont émergé, comme l'association « 1 cabas pour 1 étudiant ». Créée pendant la crise sanitaire, elle propose une réponse originale à la précarité alimentaire étudiante sous la forme d'une plateforme solidaire de parrainage de proximité. Cette étude s'intéresse au contexte de création de l'association, à son fonctionnement et aux enjeux qui l'attendent pour pérenniser et étendre son action. Cette initiative citoyenne démontre également que l'alimentation est devenue un vecteur de mobilisation et d'engagement social.

UNE AIDE ALIMENTAIRE CONVENTIONNELLE REMISE EN CAUSE FACE À UNE PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE ÉTUDIANTE EN AUGMENTATION

Une précarité alimentaire étudiante mise en lumière pendant la crise sanitaire

En 2020, la crise du covid-19 a mis en lumière des figures de la précarité alimentaire jusqu'ici plutôt invisibles : les étudiants. Le sujet de la précarité alimentaire étudiante n'est en réalité pas nouveau, celle-ci s'accroît, en effet, régulièrement depuis vingt ans. Les étudiants sont particulièrement sujets à des situations de précarité économique car ils dépendent exclusivement de la solidarité familiale, des aides publiques ou d'emplois

souvent précaires en parallèle de leurs études. De plus, avec la hausse récente des prix alimentaires, une part croissante des étudiants n'a plus accès à une alimentation saine, durable et en quantité suffisante : le budget moyen nécessaire pour un étudiant pour l'année scolaire 2022 a augmenté de près de 6,5 %, soit 428 € par étudiant (UNEF, 2022). Au final, 30 % des étudiants ont un budget de moins de 30 € par semaine à consacrer à leur alimentation (Faucher *et al.*, 2022 ; Cuisine Ta Mère, 2017).

La précarité alimentaire ne se résume pas à la pauvreté monétaire

En réalité, près d'un étudiant sur deux rencontre des difficultés pour s'alimenter de façon saine et équilibrée. En effet, au-delà des freins économiques, il existe de nombreux freins sociaux à l'accès des étudiants à une alimentation saine et de qualité. Les pratiques alimentaires des étudiants sont notamment conditionnées par leur lieu de vie (les étudiants qui vivent en famille ou en colocation cuisinent plus que ceux qui sont isolés), par l'offre alimentaire disponible autour des campus étudiants, par leur accès à la ressource (le manque d'espace, le manque de matériel et le manque de temps constituent des freins pour cuisiner) et par l'existence ou non de repères alimentaires et/ou de compétences culinaires (Faucher *et al.*, 2022).

Pour la majorité des étudiants, l'alimentation représente une variable d'ajustement car elle passe après les autres postes de dépenses



VIDÉO DE
PRÉSENTATION

tinyurl.com/2p889s6y

(logement, assurance, transport, etc.) et il leur est possible de faire des économies sur ce poste. Pour ne pas avoir faim, ils vont ainsi prioriser la quantité au détriment de la qualité. Ces habitudes alimentaires ont cependant de graves conséquences sur leur santé, les amenant vers des situations de maigreur, d'obésité ou de maladies chroniques liées à la nutrition (Faucher *et al.*, 2022).

Les enjeux liés à une alimentation saine, durable et de qualité sont souvent secondaires pour une grande partie des étudiants, alors que celle-ci est indispensable à leur santé et à la réussite de leurs études (Faucher *et al.*, 2022). Une étude américaine, réalisée en 2021 par une équipe de la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health, démontre d'ailleurs que les étudiants en situation de précarité alimentaire ont deux fois moins de chances d'obtenir des diplômes de niveau licence ou master que les étudiants ayant accès à une alimentation équilibrée et de qualité (Tomas, 2021).

Des réponses conventionnelles inadaptées et/ou incomplètes

En réponse à ces situations de précarité, le système français d'aide alimentaire offre une grande variété de dispositifs, reflétant la multiplicité des acteurs. L'aide alimentaire en nature, dans laquelle le secteur associatif joue un rôle central, se fait principalement suivant trois types de distribution : les colis alimentaires, les épiceries sociales et les distributions de repas. Or, le fait de proposer des denrées alimentaires non choisies par les bénéficiaires ne permet pas de répondre à l'ambition d'une sécurité alimentaire durable (Caillavet *et al.*, 2021).

Il existe également des aides financières directes spécifiques aux étudiants pour pallier la précarité alimentaire, comme les bourses ou des dispositifs mis en place par les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS). Instauré en septembre 2020 pour les élèves boursiers, le repas à 1 € a ainsi été élargi à tous les étudiants en janvier 2021 au vu des files interminables devant les distributions alimentaires pendant la crise sanitaire : tout étudiant, sans restriction, pouvait alors bénéficier de deux repas par jour à 1 € dans les restaurants universitaires gérés par les CROUS. Mais dès septembre 2021, cette mesure a, de nouveau, été limitée aux étudiants boursiers, limitation confirmée en

février 2023 par un vote à l'Assemblée nationale (Le Monde, 2022). Or 73 % des étudiants ne perçoivent pas de bourse (Cop1, 2022), sans recevoir pour autant des aides du milieu familial.

De nouvelles alternatives à l'aide alimentaire conventionnelle doivent se développer

L'aide alimentaire conventionnelle ne permet pas de répondre à l'ambition d'une sécurité alimentaire durable pour les étudiants, d'autant plus qu'elle n'atteint pas tout le monde : d'après l'étude INCA3, il y aurait près de quatre fois plus de personnes en situation d'insécurité alimentaire que d'utilisateurs de l'aide alimentaire (12 % contre 3,3 % de la population adulte) (Caillavet *et al.*, 2021). Le non-recours est un phénomène fréquent qui peut s'expliquer par les difficultés d'accès à l'aide alimentaire (critères administratifs trop sévères, difficultés pratiques d'accès, horaires inadaptés, inadéquation du contenu de l'aide en quantité et/ou en qualité) et par « *la volonté de ne pas porter atteinte à sa dignité en devant faire "appel à l'aide" pour un besoin aussi vital que se nourrir* » (Caillavet *et al.*, 2021).

Un rapport publié par le *think tank* Terra Nova a procédé à l'analyse de dispositifs dits alternatifs à l'aide alimentaire (tels que les groupements d'achats, les épiceries ouvertes à tous, etc.), qui ont tenté de répondre à certaines limites de l'aide conventionnelle. Il a ainsi établi une liste de critères que devrait remplir un dispositif favorable à une sécurité alimentaire durable. Selon ce rapport, il est indispensable que « *le dispositif regroupe un ensemble de mesures agissant sur l'accessibilité économique, l'accessibilité physique, l'empowerment individuel et le lien social, tout en incluant une réponse aux situations d'urgence ainsi qu'une démarche "d'aller-vers" pour limiter le non-recours* » (Caillavet *et al.*, 2021).

À travers l'exemple de l'association « 1 cabas pour 1 étudiant », qui remplace le lien social au cœur du sujet de la précarité alimentaire, nous verrons qu'il est possible d'imaginer de nouvelles réponses face à la précarité alimentaire étudiante qui soient plus inclusives et fondées sur un engagement citoyen.

UNE INITIATIVE INNOVANTE DE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE ÉTUDIANTE

Une solidarité de quartier remise au goût du jour

En mettant en lumière la précarité alimentaire des étudiants, la crise sanitaire a également suscité l'émergence de nouvelles formes de solidarités alimentaires de proximité, plus informelles, tentant de répondre aux urgences du moment (perte des emplois étudiants, fermeture des restaurants universitaires, isolement des étudiants loin de leurs familles). L'association « 1 cabas pour 1 étudiant » en fait partie. Cette association propose une nouvelle réponse à la précarité alimentaire étudiante sous la forme d'une plateforme solidaire de parrainage de proximité. Son objectif est d'apporter aux étudiants un soutien moral et financier sous la forme d'un cabas. Ce dernier est en réalité symbolique : il peut contenir de la nourriture et des produits d'hygiène, mais également des loisirs (livre, musique, etc.), du temps et de la compagnie sous la forme d'un repas partagé. Au-delà d'aider les étudiants à manger à leur faim, il s'agit de rompre leur isolement et de les aider à traverser les moments difficiles.

L'idée de cette plateforme est née au début de l'année 2021. Sa fondatrice et présidente, Marion Dolisy Galzy, constatait que les étudiants étaient isolés dans leur logement, privés de lien social, que leur budget déjà limité était fortement impacté par la perte ou la réduction de leur emploi et que leur détresse psychologique était à son maximum. D'un autre côté, comme elle, de nombreux citoyens avaient envie d'aider ces étudiants, en leur offrant quelques courses ou en les soutenant moralement pour les aider à tenir le coup dans leurs études. Marion Dolisy Galzy a alors eu l'idée d'organiser une solidarité de quartier sous la forme d'une plateforme solidaire digitale, afin de mettre en contact ceux qui veulent aider avec des étudiants de leur ville. La plateforme web a été conçue et mise en ligne en février 2021 : un mois plus tard, 500 parrainages avaient été créés.

Un parrainage de proximité qui s'adapte

« 1 cabas pour 1 étudiant » est une innovation sociale qui utilise le digital pour organiser le parrainage de proximité. Les tandems sont constitués

uniquement sur le critère géographique : cette proximité est un facteur clé pour permettre des échanges réguliers et le maintien d'un lien social. L'étudiant s'inscrit sur la plateforme et est mis en relation avec un parrain ou une marraine bénévole à proximité de chez lui (quelques kilomètres maximum). Le parrain s'engage alors, sur une année scolaire, à soutenir moralement son ou sa filleul(e) et à lui fournir régulièrement un cabas en fonction de ses besoins (Figure 1).

FIGURE 1. PROCESSUS D'INSCRIPTION



(Source : 1cabaspour1etudiant.fr/)

Une fois constitué, chaque tandem personnalise son organisation en respectant les deux piliers du dispositif : des courses offertes et le partage d'un lien social. En n'imposant aucun calendrier, aucun montant minimum de courses ou autre impératif, l'association innove par la très grande souplesse qu'elle offre aux parrains. « À chacun de créer son propre parrainage, selon les possibilités du parrain et les besoins du filleul ; chacun doit cependant faire un pas vers l'autre », précise Marion Dolisy Galzy (2023).

Des outils pour garantir un meilleur parrainage

L'association a été créée pendant une situation d'urgence. Dès le premier mois, de nombreuses demandes de parrainage ont afflué. L'association fonctionnait à ce moment sur une validation systématique des inscriptions. Cependant, dès

qu'elle en a eu l'occasion, et riche des retours d'expérience des premiers parrainages, elle a pu mettre en place des mesures afin d'assurer un meilleur suivi des parrainages, aussi bien du côté des étudiants que des parrains/marraines.

Ainsi, si l'initiative concerne l'ensemble des étudiants en difficulté de 18 à 26 ans, deux conditions s'appliquent à ce jour pour valider la demande de parrainage d'un étudiant : la recherche par cet étudiant d'un lien social avec son futur parrain, et non pas uniquement d'un cabas de courses (dans ce cas, l'association redirige l'étudiant vers des associations d'aide alimentaire), ainsi que la nécessité d'avoir une adresse fixe (le fait de ne pas avoir de domicile fixe peut être une entrave au bon déroulé du parrainage). Afin de s'assurer du respect de ces deux conditions, l'association contacte par téléphone tous les étudiants qui sollicitent un parrainage.

Du côté des parrains, il n'y a qu'un seul pré-requis : habiter suffisamment près d'un campus étudiant pour que les rencontres soient faciles pour les deux parties. Si le candidat remplit cette condition, sa candidature sera validée après sa participation à une « visio des parrains ». Cette étape, à visée pédagogique, permet à l'association de présenter les fondements du dispositif et du suivi, et de s'assurer que les motivations des candidats sont en phase avec les attentes des étudiants. Ainsi, la candidature d'une personne qui a des disponibilités très réduites ne sera pas validée malgré sa motivation. L'association lui propose dans ce cas de participer au développement de l'association sous d'autres formes telles que des donations ou la diffusion d'informations sur l'association via ses propres réseaux sociaux.

Enfin, l'association a également rédigé une charte #1CabasPour1Etudiant : il s'agit d'un contrat d'engagement moral réciproque entre les parrains et les filleuls. La charte définit de façon plus formelle le but du parrainage, les droits et obligations de chacun et les modalités de mise en œuvre. L'instauration de ces différentes mesures a amélioré la qualité et le bon déroulement des parrainages. De plus, chaque participant a la possibilité d'échanger directement avec l'association en cas de problème. Ces échanges seront prochainement facilités par le développement et la mise en ligne d'une application mobile.

UNE INITIATIVE SOLIDAIRE QUI A DE L'AVENIR

Une aide sociale et économique récente, mais déjà reconnue

Les premiers retours sont extrêmement positifs pour l'association : début 2023, elle évalue, *a minima*, à plus de 5 000 le nombre de partenariats créés, à plus de 35 000 le nombre de cabas offerts à des étudiants et à des milliers le nombre d'heures passées entre parrains et filleuls. D'autre part, elle estime à plus de 750 000 € le montant déboursé par les parrains pour leur filleul depuis mars 2021, soit un cabas moyen d'une valeur de 25 € par étudiant, à raison de deux fois par mois en moyenne¹. Par ailleurs, l'association a déjà reçu plusieurs prix récompensant des initiatives qui améliorent les conditions de vie des habitants : deux prix du Conseil économique, social et environnemental régional en mars 2022, le 1^{er} Prix Solidarité Version Femina en janvier 2023, ainsi que le Prix de l'innovation sociale et solidaire en mars 2023 à Lyon.

Un cabas qui nourrit tout le monde

D'après une première enquête réalisée auprès des étudiants parrainés en juin 2022, 70 % d'entre eux déclarent que le parrainage permet d'améliorer leur alimentation, et 64 % qu'il contribue à tenir bon dans leurs études². Les nombreux témoignages reçus par l'association confirment ainsi que le parrainage a un réel impact sur la qualité et la composition des repas, et la motivation à poursuivre des études. « *Ça me fait vraiment plaisir d'avoir quelqu'un avec qui parler, quelqu'un qui m'écoute et m'offre son sourire, ça redonne de la joie de vivre, un peu plus de motivation pour les études, et sans oublier le cabas qui me soulage sur le plan financier et me permet de joindre les deux bouts* », témoigne ainsi un filleul³.

Même s'il est plus facile de mesurer l'impact positif du cabas sur les étudiants parrainés, en réalité, tout le monde est bénéficiaire de ce parrainage : les parrains voient en effet, eux-aussi, très rapidement l'impact de leur implication. « *Le*

1. Dossier de presse #1CabasPour1Etudiant, 2023.

2. Dossier de presse #1CabasPour1Etudiant, 2023.

3. Les témoignages d'étudiants parrainés et de parrains/marraines cités dans cette synthèse ont été recueillis par l'association en 2023.

cabas nourrit tout le monde, au propre comme au figuré. Il permet aux parrains/marraines de se sentir utiles et de retrouver eux aussi un lien social », nous précise Marion Dolisy Galzy (2023). Une marraine note d'ailleurs que « ça fait du bien d'ouvrir ses horizons ! ». L'alimentation devient ici « un enjeu, pour tous, de santé, de bien-être, de "prendre soin", de plaisir, de dignité et d'environnement » (Sherer, 2022).

Un déploiement à l'échelle nationale à consolider

Bien que des parrainages existent déjà sur l'ensemble du territoire, ils sont majoritaires sur le territoire lyonnais, berceau de l'association. Un des défis qui attend donc la structure est le changement d'échelle, c'est-à-dire son passage à un niveau national. Bien que techniquement, le concept soit reproductible, la difficulté se situe au niveau de la capacité de l'association à se faire connaître au même rythme par les deux populations, étudiants et parrains/marraines. La phase de développement de l'association sur la région lyonnaise a été extrêmement rapide grâce à la puissance du réseau local des deux cofondatrices sur ce bassin. Le dispositif utilise différents canaux de communication pour se faire connaître, dépendant du public visé. Actuellement, du côté des étudiants, l'existence de l'association est davantage relayée par le bouche-à-oreille, alors que du côté des parrains/marraines, l'association utilise davantage les médias, notamment des reportages audio ou vidéo sur les chaînes régionales. L'association ne peut pas lancer une grande campagne de diffusion auprès des étudiants sans déjà avoir des parrains/marraines disposés à les parrainer sur le territoire. Il n'est pas possible non plus de lancer des campagnes nationales au risque d'être submergé par les demandes. Enfin, chaque développement devra être pensé en tenant compte des spécificités territoriales. Certains territoires peuvent, par exemple, être impactés par des taux de pauvreté plus importants, ce qui peut conduire à un nombre plus faible de potentiels parrains/marraines. Il est donc indispensable pour l'association de consolider son développement en s'appuyant sur des relais stratégiques qui connaissent les territoires.

Des financements à diversifier

Le développement rapide de « 1 cabas pour 1 étudiant », associé à la forte médiatisation du sujet de la précarité alimentaire étudiante, lui permet aujourd'hui d'être sereine quant à son avenir financier proche : en complément de plusieurs subventions publiques, de nombreuses entreprises ont procédé à des dons financiers et l'association va même bénéficier en 2023 d'un premier mécénat de compétences.

Le modèle économique de l'association reste cependant fragile du fait de cette dépendance aux subventions publiques et privées ainsi qu'aux dons, dont la régularité n'est pas assurée. Son développement nécessite donc de s'appuyer maintenant sur des financements pérennes et diversifiés pour couvrir les frais de fonctionnement de son activité (financement de postes permanents, développement et maintien de la plateforme web, loyers, etc.).

UNE INITIATIVE QUI S'INSCRIT DANS UNE DÉMARCHE DE DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE ?

Des initiatives citoyennes qui se multiplient

« À l'origine, c'était une initiative solidaire et citoyenne. C'est tout ! », commente Marion Dolisy Galzy. Pour elle, « la solidarité de proximité a toujours existé dans notre société. La plateforme créée par l'association a juste permis de la faciliter afin de redonner au citoyen le pouvoir d'agir » (Dolisy Galzy, 2023). Comme « 1 cabas pour 1 étudiant », de multiples initiatives citoyennes ont émergé pendant la crise sanitaire. C'est d'ailleurs grâce à la réactivité des associations et à une multitude d'initiatives locales, citoyennes et bénévoles, que l'aide alimentaire a pu être multipliée au moins par trois durant cette période (Darmon *et al.*, 2020).

Certaines de ces initiatives de solidarité alimentaire, menées par des habitants de l'Hérault, ont inspiré le montage du projet de recherche Solaci qui visait à les caractériser. Il ressort de ce projet que ces initiatives reposent « sur une approche de la solidarité qui se veut plus territoriale ou locale, systémique, démocratique et universelle en termes d'accès à l'alimentation. Elles se sont développées avec les moyens du bord et ont généré des écosystèmes de coopération et des chaînes

de solidarité résilientes à l'échelle locale » (Sherer, 2022). L'association « 1 cabas pour 1 étudiant » correspond complètement à cette analyse : en répondant à la crise de manière ingénieuse et avec un développement rapide basé sur un réseau de proximité, elle a déjà pu prouver ses capacités de résilience. Un des défis à surmonter sera de conserver ses capacités d'adaptabilité et de réactivité lors de son développement à grande échelle.

La recherche d'un engagement qui fait sens

Le projet Solaci a également mis en exergue le fort engagement des personnes dans ces actions de solidarité alimentaire. Il témoigne du renforcement de la dimension politique de l'alimentation et conduit à s'interroger sur les nouvelles formes d'engagements liés à l'alimentation (Sherer, 2022 ; 2023). En effet, une grande majorité des associations d'aide alimentaire en France, comme « 1 cabas pour 1 étudiant », sont basées sur le bénévolat : 33 % du montant des ressources de l'aide alimentaire correspond à la valorisation du bénévolat au sein des associations (Caillavet *et al.*, 2021). Or la forme de bénévolat proposée par l'aide alimentaire conventionnelle peine aujourd'hui à trouver des volontaires : la « simple » distribution de colis n'attire plus. Le citoyen recherche aujourd'hui des formes d'engagements plus horizontaux, au moyen desquels il pourra s'exprimer (Sherer, 2023).

Le sociologue Jacques Lon nous indique ainsi qu'aujourd'hui, « *la dignité et la reconnaissance sont au cœur des engagements contemporains* » et que les citoyens recherchent un engagement plus réflexif, mais avec des actions concrètes (Sherer, 2022 ; 2023). Cet engagement est plus individuel et s'éloigne des organisations déjà constituées ou des mouvements politiques, c'est une forme d'engagement que Jacques Lon qualifie d'affranchi (Thoury, 2022). La forme proposée par « 1 cabas pour 1 étudiant » correspond à cette description, proposant même une forme « d'engagement post-it » (Thoury, 2022), c'est-à-dire un engagement court qui propose des missions à la carte, avec des niveaux de participation variables et des possibilités d'évolution. L'association offre cette grande souplesse en proposant des parrainages sur une année étudiante et en donnant une grande autonomie à ses adhérents pour organiser leur parrainage et le réaliser, finalement, selon leurs propres valeurs et leur propre identité.

Un des grands enjeux de l'association sera de recruter régulièrement des volontaires pour s'engager et/ou se réengager dans l'association. Le contexte de crise sanitaire a suscité des dynamiques d'alliances, comme observé dans le projet Solaci : « *Chaque action a créé progressivement une sorte d'écosystème autour d'elle, enclenchant des chaînes de solidarité* » (Sherer, 2022). L'engouement actuel des parrains/marraines va-t-il survivre à la fin de la crise sanitaire et va-t-il continuer lorsque le sujet de la précarité alimentaire étudiante sera moins médiatisé ?

Une initiative citoyenne qui peut devenir un outil de démocratie alimentaire

Le projet initial de l'association était de répondre à une situation d'urgence : les étudiants avaient faim. Même s'ils ont encore faim aujourd'hui et que l'association doit continuer à se développer pour répondre à cette urgence, elle va pouvoir s'interroger sur la place qu'elle souhaite avoir dans la société. Elle peut en effet choisir de devenir un véritable outil de démocratie alimentaire pour les étudiants ; la démocratie alimentaire étant vue ici « *comme un mouvement social disséminé dans une multitude de projets concrets essentiellement portés par la société civile [...] et dont chaque réalisation, aussi minime soit-elle, participe à un mouvement plus large de transformation sociale* » (Paturel, 2020).

Pour cela, l'association peut mettre en place différentes possibilités d'échanges complémentaires entre ses adhérents, sous forme de rencontres à thèmes ou de la constitution d'un conseil d'administration incluant des étudiants et des parrains/marraines. Le but de ces échanges serait de donner à ses adhérents le pouvoir d'agir en les laissant décider des thèmes et messages qu'ils souhaitent porter et/ou développer. Les actions et orientations des adhérents seraient ainsi choisies par les adhérents eux-mêmes et pourraient inclure, par exemple, la mise en place de critères de durabilité pour les produits fournis par les parrains.

Enfin, l'association peut également se rapprocher d'autres acteurs ayant des activités complémentaires à ses propres actions pour améliorer les réponses actuellement apportées aux étudiants en situation d'insécurité alimentaire. Ces actions peuvent être portées par différents acteurs, tels que des collectivités, comme la Ville de Lyon, qui

s'interroge désormais sur son rôle pour résoudre cette problématique et expérimente actuellement une sécurité sociale alimentaire étudiante, ou des associations comme le RESES, qui a lancé en 2022 la Convention étudiante de l'alimentation durable.

BIBLIOGRAPHIE

CAILLAVET F., DARMON N., DUBOIS C., GOMY C., KABECHE D., PATUREL D., PERIGNON M., 2021. *Vers une sécurité alimentaire durable : enjeux, initiatives et principes directeurs*. Terra Nova, 65 p.

COP1. 2022. *Enquête annuelle sur les étudiants en situation de précarité*. COP1, 55 p. Disponible sur : <https://cop1.fr/wp-content/uploads/2023/03/Enquete-annuelle-de-Cop1-sur-les-etudiantes-et-etudiants-en-situation-de-precarite-2022.pdf> (Consulté le 18/01/2023).

CUISINE TA MERE. 2017. *Cuisine Ta Mère révèle les résultats de sa première étude sur les étudiants et la cuisine*. Disponible sur : www.cuisinetamere.fr/etude-cuisinetamere-etudiants-cuisine (Consulté le 20/03/2023).

DARMON N., GOMY C., SAÏDI-KABECHE D. 2020. La crise du Covid-19 met en lumière la nécessaire remise en cause de l'aide alimentaire. *The Conversation*. 29/06/2020. Disponible sur : <https://theconversation.com/la-crise-du-covid-19-met-en-lumiere-la-necessaire-remise-en-cause-de-laide-alimentaire-140137> (Consulté le 24/02/2023).

FAUCHER A., LANCON L., BETHENCOURT A.. 2022. *Leçons de résilience et plaidoyer pour un droit à l'alimentation de qualité pour toutes et tous*. RESES et Let's Food, 43 p. Disponible sur : https://www.letsfood.fr/_files/ugd/c96d90_93b26038a80a474ea9edb8c10749691f.pdf (Consulté le 18/01/2023).

LE MONDE. 2023. Le repas à un euro pour tous les étudiants, soutenu par la gauche et le RN, rejeté à une voix près à l'Assemblée. *Le Monde*. 09/02/2023. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/02/09/l-assemblee-nationale-rejette-a-une-voix-pres-le-repas-a-1-euro-pour-tous-les-etudiants_6161209_823448 (Consulté le 17/02/2023).

PATUREL D., NDIAYE P. 2020. Introduction. Démocratie alimentaire, le trouble-tête de l'alimentation durable. Dans : Paturel D. (éd). *Le droit à l'alimentation durable en démocratie*. Nîmes : Champ social, p. 17-46.

SCHERER P. 2022. *Expression et développement de formes de citoyenneté alimentaire : vers des « communs alimentaires » ?* Projet de recherche Solaci 2021-2022. 11 p. Disponible sur : <https://www.chaireunesco-adm.com/IMG/pdf/article-solaci-pscherer.pdf> (Consulté le 15/02/2023).

THOURY C. 2022. *Nous sommes en train de basculer dans une troisième ère de l'engagement*. Disponible sur : <https://www.fondationdefrance.org/fr/paroles-d-experts/nous-sommes-en-train-de-basculer-dans-une-troisieme-ere-de-l-engagement> (Consulté le 02/03/2023).

TOMAS A. 2021. L'insécurité alimentaire empêche les étudiants d'obtenir leur diplôme. *Sciences et Avenir*. 03/09/2021. Disponible sur : https://www.sciencesetavenir.fr/sante/moins-de-diplomes-obtenus-parmi-les-etudiants-souffrant-d-insecurite-alimentaire_157268 (Consulté le 03/03/2023).

UNEF. 2022. *Dossier de presse : Enquête sur le coût de la vie étudiante*. UNEF, 18 p. Disponible sur : <https://unef.fr/wp-content/uploads/2022/08/Enquete-sur-le-Cout-de-la-vie-etudiante-2022.pdf> (Consulté le 19/01/2023).

Entretiens

DOLISY GALZY M., fondatrice et présidente de l'association #1CabasPour1Etudiant, entretiens en visioconférence les 15/12/2022 et 17/02/2023.

SHERER P., sociologue et intervenante du projet Solaci, entretien le 23/02/2023 à Montpellier.